

**CGT FINANCES PUBLIQUES**  
**CEN téléphonée 5 novembre 2020**  
**RELEVÉS DE DÉCISIONS**

---

*Préambule*

C'est toujours dans un contexte contraint que cette CEN téléphonée a été organisée suivant le même principe et la même forme que la précédente.

Au vu des contraintes techniques et des conditions d'une consultation téléphonique à plus de 40 personnes, il a été nécessaire de cadrer l'organisation de cette conférence pour laquelle 2 thèmes ont été retenus et présentés en amont à tous les membres de la CEN afin de permettre à chacun de préparer son intervention.

**Thème 1** Situation revendicative et ajustement de nos revendications sur la protection des agents aux modalités de travail actuelles

**Thème 2** Préparation des journées de débats avec les sections

Comme précédemment, les sujets soumis à vote le sont par mail. Seuls les participants au débat ont pu participer au vote.

---

**SYNTHÈSE**

Nos débats ont avant tout acté que la la priorité est et reste la protection sanitaire des agents. Ainsi les points de notre plateforme revendicative du printemps restent valables concernant l'abandon des réformes, le matériel de protection et le ménage en y ajoutant la revendication du remplacement des personnels absents ainsi que des heures supplémentaires. Notre plateforme sera renforcée par les revendications sur l'arrêt des recrutements contractuels et les revendications sur l'action sociale aujourd'hui en danger. La CEN a également mis en avant la nécessité de garder le lien avec les syndiqués et les agents y compris avec les moyens permettant le distanciel, et tenue de HMI en visio ou en audio.

Notre ligne reste « La santé, pas le NRP ».

1/ Vote sur la synthèse qui inclue l'introduction :

<b>OUI</b>	<b>37</b>	<b>NON</b>	<b>2</b>	<b>ABST</b>	<b>2</b>	<b>NPPV</b>	<b>0</b>
------------	-----------	------------	----------	-------------	----------	-------------	----------

2/ Un débat a été mené concernant le PCA et son déclenchement dans l'objectif de réduction des présences et interactions dans les services et transports en commun.

Vote sur la CGT Finances Publiques doit revendiquer le déclenchement du PCA :

<b>OUI</b>	<b>24</b>	<b>NON</b>	<b>10</b>	<b>ABST</b>	<b>7</b>	<b>NPPV</b>	<b>0</b>
------------	-----------	------------	-----------	-------------	----------	-------------	----------

3/ Concernant le télétravail confiné : La CGT Finances publiques revendique son déploiement en tant que geste barrière à tous les agents volontaires qui exercent des missions télétravaillables, avec possibilité de souplesse à la demande de l'agent et après discussion avec celui-ci, notamment la possibilité de retourner un jour par semaine au bureau s'il en ressent le besoin.

<b>OUI</b>	<b>36</b>	<b>NON</b>	<b>4</b>	<b>ABST</b>	<b>1</b>	<b>NPPV</b>	<b>0</b>
------------	-----------	------------	----------	-------------	----------	-------------	----------

4/ Concernant le dialogue social : La CGT Finances publiques décide de durcir sa position face au dialogue social en raison du blocage du DG.

OUI	32	NON	4	ABST	5	NPPV	0
-----	----	-----	---	------	---	------	---

5/ Concernant la journée d'action le jour du CTR emploi en intersyndicale :

*Les votes ne s'excluent pas ; il est possible de voter la même chose pour les 3 propositions soumises ci-dessous.*

**5/1** Appel à une journée de grève :

OUI	7	NON	31	ABST	3	NPPV	0
-----	---	-----	----	------	---	------	---

**5/2** Appel à une journée de mobilisation intersyndicale avec contenu encore en discussion (et à inventer au regard du contexte avec reconsultation de la CEN en cas de besoin) :

OUI	37	NON	2	ABST	2	NPPV	0
-----	----	-----	---	------	---	------	---

**5/3** Proposer une pétition à l'intersyndicale pour exiger une réelle protection des agents et revendiquer la suspension des réformes ?

OUI	30	NON	5	ABST	6	NPPV	0
-----	----	-----	---	------	---	------	---

## PARTICIPATION

NOMS PRENOMS			
1	ABDEDDAIM	ZAHIA	1
2	ARTEAUD	MARIELLE	1
3	AUTHIER	DANIEL	1
4	BALDO	PASCALE	1
5	BANCON	LAURENT	1
6	BAUDET	GILLES	EXC
7	BERNARDEAU	SYLVAIN	1
8	BERNASSAU	NATHALIE	EXC
9	BIDAUX	EMMANUELLE	1
10	BOREL	MARIE-PIERRE	1
11	BOURDEAU	AXEL	1
12	CARPENTIER	SYLVAIN	1
13	CASALTA	PAUL	1
14	CHABROULET	ERIC	1
15	CINQ	VERONIQUE	EXC
16	CRASTE	PHILIPPE	1
17	DAIREAUX	MONIQUE	1
18	DAMPENON	FABIEN	1
19	DE COSTER	FANNY	1
20	DEVAUX	ALAIN	1
21	FAURE	CYRIL	1
22	FUSIL	PASCAL	1
23	GARCIA	BENOIT	1
24	GORY	PHILIPPE	1
25	GUERRA	HELENE	1
26	GUSTAVE	CHARLES-HENRI	EXC
27	HOUDRIL	BERTRAND	1
28	LAPLAGNE	DIDIER	1
29	LASNE	OLIVIER	1
30	LOUGNON	MARIE-CLAUDE	1
31	MARTINE	CATHERINE	1
32	MONZIOLS	BRUNO	1
33	OUDIT	JOHAN	1
34	PASCALIDES	VERONIQUE	1
35	PORCEDDA	XAVIER	EXC
36	RABILLARD	MICHEL	1
37	RISACHER	AGNES	1
38	SARRABAYROUSE	PATRICK	EXC
39	SCALBERT	FRED	EXC
40	SCARPONI	YOLANDE	1
41	SERVEL	JEAN-MARC	EXC
42	SOTTET	FRED	1
43	STEPHAN	JACQUES	1
44	THIRION	NICOLAS	1
45	THOMAS	CLEMENCE	1
46	VILLOIS	OLIVIER	1
47	VIRGILI	REMI	1
48	WEBER	SEBASTIEN	1
49	ZERAR	SAÏD	1

## *Introduction CEN 5 novembre 2020*

Bonjour à toutes et tous,  
J'espère que vous allez bien, ainsi que vos proches.

Je vous rappelle que dans les conditions matérielles des CEN dans la période, mes propos sont bien une introduction au débat et non un rapport revendicatif en tant que tel.

Depuis notre dernière CEN, nous sommes entrés dans une nouvelle phase de cette crise sanitaire, avec une reprise exponentielle de la pandémie de COVID. Nous voilà donc en « reconfinement » depuis le 30 octobre dernier après avoir subi un couvre-feu dans plusieurs départements. Le gouvernement parle de confinement différent de celui du mois de mars dernier, en utilisant les arguments d'un équilibre à trouver entre protection sanitaire et maintien de l'économie, mais également de protocoles sanitaires qui n'existaient pas en mars, comme la disponibilité du matériel de protection que sont les masques, gels, etc.

Mais en regardant juste les faits, nous voyons bien que ce qui est confiné ce sont bien tous les pans de la vie privée, les relations sociales personnelles, les loisirs, etc. Depuis des mois, ce sont bien nos libertés individuelles qui sont bafouées, et uniquement celles-ci.

En effet, selon les soignants la situation est bien plus grave qu'au mois de mars. Au vu de ce pseudo-confinement, nous pourrions donc penser qu'il ne sera pas suffisamment efficace ? Ce qui sous entendrait donc que non seulement nous sommes entravés dans nos libertés, mais pour rien ! ! N'aurait-il pas fallu frapper fort par un confinement strict mais qui aurait eu le mérite d'être plus court ?

À la DGFIP, comme dans les autres administrations, le PCA n'a pas été enclenché. Elle reste ouverte au public et 100 % des missions doivent être effectuées. Dans cette logique, et ce malgré de multiples demandes officielles intersyndicales à la DGFIP, au ministère et à la fonction publique, les réformes ne sont pas suspendues, tout comme le dialogue social dédié. Selon le gouvernement, qui en fait même de la publicité, le télétravail n'est pas une option et les administrations doivent être exemplaires : 100 % en télétravail lorsque toutes les missions de l'agent sont télétravaillables.

Avec 17 % de télétravailleurs à la DGFIP, sur une capacité actuelle plafonnée de toute façon selon le matériel disponible à 30 %, nous sommes bien loin du compte. Sans parler des disparités : 65 % en centrale, 50 % dans les DNS et 12 % dans les directions départementales... Et sans compter les directions qui équipent en priorité les cadres A et A+. C'est bien connu les agents C et B sont plus résistants à la Covid.

Les clusters se multiplient à la DGFIP, même si la DG ne les nomme pas... et aujourd'hui que ce soit le nombre de cas avérés ou en septaine, les chiffres sont plus importants qu'au printemps. C'est dans ce contexte, qu'il est bon de rappeler qu'en tout état de cause la priorité de la CGT reste la protection sanitaire de la population : les vies humaines doivent primer sur l'économie.

Cette protection, pour la CGT Finances Publiques, doit donc rester notre priorité, et être aussi un préalable à toute notre activité. Ainsi il est nécessaire d'en débattre entre nous pour aboutir à une ligne revendicative claire et cohérente qui prend en compte tous ces paramètres. Cette ligne revendicative est nécessaire aux militants locaux dans la période mais a vocation également à éclairer toutes les prises de positions nationales devant la direction générale.

Au niveau de l'intersyndicale, outre la position commune de revendiquer la suspension des réformes, une journée d'action est discutée. La date du CTR emploi reportée au 10 décembre est la date proposée par Solidaires. Solidaires propose un appel aux actions locales sans appel à la grève, FO est sur un appel à la grève, quitte à rester chez soi. La CGT a précisé consulter la direction nationale du syndicat.

Quelques pistes de réflexion :

Les agents ont toutes les raisons de se mobiliser et, vu que les réformes ne sont pas suspendues, il est très difficile de ne pas appeler à la grève ou a minima à la mobilisation. Mais à ce jour nous avons l'inconnue de la situation dans laquelle nous serons le 10 décembre.

La date du CTR emploi comme chaque année est elle appropriée ?

Solidaires a besoin de cette journée pour son congrès et FO a été secouée par son conseil national. Enfin il ne faudrait pas que cette journée soit organisée pour acter la fin de la mobilisation contre le NRP afin que Solidaires puisse aller discuter de son accompagnement.

L'intersyndicale de ce matin :

- la CGT avait pour but de convaincre les autres OS de boycotter le CTR, a minima la 1ère convoc → OK des autres OS, même si Solidaires souhaite validation en interne
- communiqué de presse unitaire pour dénoncer le fait que l'administration n'est pas du tout exemplaire en matière de télétravail, de protection sanitaire, y compris pour les citoyens (longues files d'attentes sans distanciation par exemple) → validé par l'inter-OS
- journée d'action : Solidaires propose finalement journée d'action sur date CTR emploi et d'essayer d'être inventifs sur les modalités d'action (envoi de mails groupé par les agents sur la balf du DG)

Merci donc de vous prononcer sur ces deux points (ligne revendicative CGT et journée d'action). Comme les fois précédentes les votes seront faits par mail après notre audio.

#### **Mini CR CE UFSE :**

campagne des 10 %:

+ 10 % de recrutement,

+ d'augmentation des rémunérations et

10 % de réduction du temps travail

journée d'action violences faites aux femmes

journée début décembre sur précaires et privés d'emplois

outil multi media (papier, vidéo, etc), à disposition de la presse entre autres

Un compte-rendu plus complet sera fait dans les prochains jours.

**CAPN**: en distanciel, sauf disciplines (car obligation juridique) Nous avons donné priorité à la protection sanitaire des élus, en leur laissant la décision ; il y aura donc des boycotts si le présentiel est imposé par la DG.

#### **POINT 2** : journées de débat

Nous avons souhaité faire un point sur l'organisation de ces journées, même si vous vous étiez déjà massivement prononcés par mail.

2 ou 3 camarades se sont étonnés qu'on ne les organise pas par région.

En fait c'est pour ne pas se substituer aux chargés de territoires et parce que des débats existent déjà entre les sections d'un territoire. Et du coup les chargés de territoire auront des remontées extérieures à leur région. Les membres CEN peuvent s'inscrire sur les 5 jours.